

POUR LES DROITS ÉCONOMIQUES DES FEMMES

Revue semestrielle réalisée en trois langues, Arabe , Français et Anglais - Quatrième Édition - Juillet 2012



Le projet régional d'habilitation économique
des femmes (PRHEF)

Projet réalisé grâce au soutien financier du gouvernement
du Canada agissant par l'entremise de l'Agence
canadienne du développement international (ACDI)



L'Association Palestinienne des
femmes d'affaires



Le Fond Hachémite Jordanien pour
le Développement Humain



Le Centre de la femme arabe pour
la formation et la recherche



Le Collectif recherche et formation
pour le développement - action

Le commerce équitable et l'accès des

Femmes au Marché

Projet régional d'habilitation économique des femmes (PRHEF)

Qu'est-ce que le PRHEF ?

Le but du PRHEF est d'assurer un environnement qui permet de développer le rôle économique des femmes dans la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de façon durable, et de créer des opportunités pour leur habilitation économique. La finalité du projet est une augmentation du taux de participation des femmes (y compris les femmes âgées de 18 à 35 ans) dans le développement économique dans les quatre zones ciblées : la Cisjordanie et la bande de Gaza, la Jordanie, le Liban et la Tunisie.

À travers les efforts concertés des organisations partenaires dans la région, ces dernières visent à :

- Améliorer la réhabilitation économique des femmes dans les pays visés et dans la région aux niveaux du plaidoyer et du réseautage,
- Appliquer, avec d'autres intervenants (gouvernementaux et non gouvernementaux, des interventions plus efficaces et fondées sur l'expérience en réhabilitation économique des femmes,
- Offrir de meilleurs services financiers et non financiers pour appuyer la réhabilitation économique des femmes.

Que fait-on ?

Le projet est structuré autour de trois composantes qui sont mises œuvre sur le plan national et régional : plaidoyer et mise en réseaux, recherche et apprentissage, et services pour le développement des affaires (financiers et non financiers)

Qui est impliqué dans le projet?

Oxfam-Québec a assuré la participation de quatre partenaires clés pour la mise en œuvre du PRHEF :

- L'Association palestinienne des femmes d'affaires (ASALA)
- Le Centre de la femme arabe pour la formation et la recherche (CAWTAR)
- Le Collectif recherche et formation pour le développement - action (CRTD.A)
- Le Fond hachémite jordanien pour le développement humain (JOHUD)

Projet a été réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne du développement international (ACDI).

Le Bureau régional d'Amman du PRHEF a récemment publié un rapport sur le commerce équitable intitulé « Les enseignements tirés et les meilleures pratiques du commerce équitable »⁽¹⁾. Une version électronique sera publiée sur le site du PRHEF (reewp.oxfam.qc.ca), qui sera accessible au public vers le mois de Juin 2012 en arabe et en anglais. Cette publication donne un aperçu du commerce équitable, des leçons apprises et des meilleures pratiques, et a été produit pour partager les connaissances sur les interventions qui pourraient faciliter l'accès des femmes au marché. Le commerce équitable vise à remédier aux inégalités du commerce, tels que le manque d'accès aux marchés, aux informations sur le marché, à la technologie, à la connaissance des meilleures pratiques des entreprises et aux ressources de financement.

Le commerce équitable: un bref aperçu

Le commerce équitable est un mouvement social organisé et une approche fondée sur le marché qui vise à aider les producteurs et productrices marginalisés et défavorisés dans les pays en développement pour créer de meilleures conditions commerciales et promouvoir la durabilité. Le concept est apparu au milieu du 20^{ème} siècle avec une stratégie de lutte contre les injustices inhérentes aux structures et règles du commerce international. Les efforts du commerce équitable ont montré que l'égalité des chances dans le commerce est un instrument essentiel d'éradication de la pauvreté, lorsque les conditions sont réunies. Un grand nombre de producteurs et productrices, de travailleurs et travailleuses défavorisés, et leurs familles, tire aujourd'hui profit du commerce équitable.

Les opposants considèrent que le commerce équitable est juste une autre forme de marchés spécialisés, où seuls les grands gagnants sont impliqués et où l'accès à d'autres acteurs plus petits est limité. Les partisans, quant à eux, soutiennent que le commerce équitable a joué un rôle important pour multiplier les opportunités des producteurs et productrices, et petits agriculteurs et petites agricultrices marginalisés.

Une opportunité pour l'habilitation économique des femmes?

Selon les auteurs du rapport, l'accès aux marchés et aux services financiers et non-financiers sont parmi les obstacles les plus graves, remettant en question les processus visant à améliorer le statut économique, la participation et l'habilitation des femmes. Le mouvement du commerce équitable cherche à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes et l'habilitation des femmes en les protégeant contre la discrimination sur le lieu de travail (Convention de l'OIT 111), ainsi qu'en augmentant leur inclusion et en promouvant leur adhésion à des coopératives de producteurs et de productrices (2). Un élément clé de l'habilitation des femmes par le biais du commerce équitable est de leur fournir les compétences et les réseaux nécessaires pour développer, commercialiser et vendre leurs produits.

Selon divers rapports, les femmes représentent aujourd'hui 27% des agriculteurs et des travailleurs impliqués dans le cadre du commerce équitable dans son ensemble. Ces chiffres ainsi que d'autres réalités confirment que l'habilitation économique des femmes n'est pas un

1) The Regional Economic Empowerment of Women of Women Project (REEWP), Oxfam-Québec: "Fair Trade Lessons Learned and Best Practices"; 2012. Report prepared by Advance Consulting Services

2) "Third World Quarterly", "Empowering Women through Fair Trade: Lessons from Asia", Anna Hutchens; 2010

Le projet régional d'habilitation économique des femmes (PRHEF)

Projet réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne du développement international (ACDI)
Pour de plus amples informations, visitez notre site web @ <http://reewp.oxfram.qc.ca>

“ Les droits économiques des femmes sont la pierre angulaire de la lutte contre la pauvreté et l'injustice. Quand les femmes ont le droit de travailler, d'exploiter des entreprises, d'emprunter de l'argent et de posséder des biens, des familles et des communautés entières prospèrent. ”

processus rapide. En effet, cela requiert une combinaison de politiques publiques saines, d'approches holistiques et d'un engagement à long terme des acteurs de développement.

L'expérience a montré que, dans tous les pays, les plus riches inclus, l'habilitation des femmes est intrinsèquement liée aux droits humains, à l'accès aux et au contrôle des ressources et des capitaux, à la capacité de prendre des décisions et de faire des choix éclairés ainsi que de participer aux et d'influencer les changements. Par exemple, ces expériences ont également démontré que l'accroissement des investissements dans des projets de femmes générateurs de revenus, ajouté à de meilleures activités de renforcement des capacités et de formation liées à l'agriculture, à l'artisanat et à la production alimentaire, permettra de renforcer et d'améliorer le revenu économique des femmes, leur expérience des affaires et leur statut au sein de leur famille, communauté et société, sur le plan économique, social et politique. Tout ça, nonobstant le fait qu'il a été prouvé que l'habilitation économique et autre des femmes améliore de façon exponentielle la compétitivité économique globale aux niveaux local, national et régional.

Enfin, l'implication dans le commerce équitable s'est souvent avérée être pour les femmes une bénédiction mitigée, étant donné que le mouvement n'a pas abordé le fait que les femmes ne sont pas encore exemptées de la charge complète des tâches domestiques. En effet, des efforts plus intenses doivent être exercés et des approches intégrées plus holistiques sont nécessaires pour répondre aux difficultés et obstacles rencontrés par les femmes, afin d'aborder la question de l'amélioration du statut économique des femmes, de leur participation et autonomisation dans le cadre du mouvement du commerce équitable et autre. Dans le cas du mouvement du commerce équitable et pour atteindre les objectifs qui se manifestent à travers lui et améliorer la viabilité économique de ses groupes cibles, les enseignements tirés de pays européens et nord-américains, tels qu'énumérés dans un récent rapport du PRHEF sur le commerce équitable, recommandent aux parties prenantes du commerce équitable, en général, et à ceux qui œuvrent à l'habilitation

Conclusion

Le commerce équitable vise à fournir de meilleurs moyens de subsistance aux petits producteurs, agriculteurs et travailleurs défavorisés, hommes et femmes, partout dans le monde, en garantissant le respect des normes internationales en matière de droits humains et le respect des principes de base nécessaires pour atteindre une durabilité équitable et améliorée pour tous. C'est une alternative intéressante au commerce conventionnel. Comme mentionné précédemment, l'habilitation des femmes dans le commerce équitable doit être abordée d'une manière holistique, en tenant compte de toutes les questions qui permettent la participation des femmes dans l'économie, y compris un meilleur et égal accès aux ressources et services régionaux, sociaux, financiers et non financiers ainsi qu'aux intrants et aux technologies, machines et outils, techniques de gestion, services régionaux et réseaux commerciaux. Il est donc important dans la région MENA de réunir tous les acteurs pour discuter de ce point et identifier des lieux innovants de progression afin de soutenir l'habilitation économique des femmes.

économique des femmes, en particulier, ce qui suit:

- L'intégration des politiques d'égalité entre hommes et femmes et l'autonomisation des femmes dans le commerce équitable doivent être abordées d'une manière holistique, en tenant compte de toutes les questions qui permettent la participation des femmes dans l'économie, y compris un meilleur et égal accès aux ressources et services régionaux, sociaux, financiers et non financiers ainsi qu'aux intrants et aux technologies, machines et outils, techniques de gestion, services régionaux et réseaux commerciaux.
- L'amélioration et l'introduction d'outils et de mécanismes, telles que les plates-formes basées sur les TIC, pour surmonter les obstacles commerciaux substantiels, tout en encourageant les femmes et les hommes ruraux à adopter de nouvelles technologies au niveau de leurs moyens de production et approches de commercialisation.
- Encourager la production collective et la mise en commun des ressources des producteurs et productrices. Tous les acteurs, à tous les niveaux, concernés par l'autonomisation socio-économique des femmes, devraient collaborer plus étroitement et mieux coordonner leurs actions aux niveaux local, national et régional, pour tirer parti de la synergie qui génère des valeurs supérieures pour tous, à travers l'échange de connaissances et de compétences, le partage de savoir-faire et la coopération.
- La création d'entreprises mixtes: la création de nouveaux projets peut être facilitée en combinant le savoir-faire des différents acteurs et en extrayant les activités de diverses coopératives et ONG pertinentes pour créer ensemble des joint-ventures, des alliances internes ou de nouvelles unités de production.
- Il convient d'accorder une plus grande attention au développement et à la mise en œuvre de nouveaux modèles économiques et d'entreprises innovants qui améliorent le statut économique des femmes, leur participation et leur habilitation en les sortant de la production traditionnelle, socialisée en fonction du genre, tels que la transformation alimentaire et l'artisanat.

Un petit crédit

a changé la vie de ma famille

CAWTAR s'entretient avec une dame qui a bénéficié du Projet régional d'habilitation économique des femmes (PRHEF)



Oued Sbaihia

Est une région montagneuse du gouvernorat de Zeghouan. Elle comprend six agglomérations, notamment Akailia, Ben Amer, Ben Alia, Ben Rajab, Ben Hazik, Lachab, Mastoua and Tbeinia

Surface: 6,800 hectares

Altitude: entre 400 et 700 mètres

Population: aux alentours de 1.500

Densité démographique: 40/km²

Activités principales: Agriculture, distillation d'herbes depuis 2010 suite au lancement du projet.

Revenu annuel par famille: 3.000 dinars tunisiens/aux alentours de \$2.000

Contribution féminine: 40%



Je ne travaille pas gratuitement, même dans les champs avec mon mari

Ce qui différencie Hizia des autres femmes de la région est probablement sa relation avec son mari. En effet, elle ne rate pas une occasion pour confirmer la compréhension et l'encouragement de son mari envers son travail, même si ce travail est dans les villages voisins. De plus, elle s'assure toujours qu'elle soit rémunérée en échange de chaque travail qu'elle accomplit dans les champs avec son mari. Elle affirme ainsi : « Grâce à mon travail et ma bonne gérance, j'ai pu marier trois de mes filles et restaurer ma maison. »

Elle s'est même confiée à nous, affirmant qu'elle avait réussi à mettre un peu d'argent de côté. Hizia n'est jamais dissuadée par l'emplacement ou l'horaire du travail et n'a nulle condition préalable sur le travail à accomplir. Ainsi, elle s'adonne aux tâches qu'elle est capable mener à bout, sans épargner aucun effort. Hizia est intelligente et ingénieuse, ce qui lui a permis de réussir tous ses projets. De plus, elle veut à tout prix rembourser tous ses petits crédits dans les délais, afin d'éviter de perdre la confiance du Groupement du Développement Agricole et de pouvoir obtenir des crédits plus importants. Au départ, elle avait débuté avec un crédit de 200 dinars, grâce auquel elle parvint à construire un poulailler et s'acheter 9 poules et un coq. Ainsi, elle a pu rembourser le crédit et mettre 400 dinars de côté quand le nombre de poules a doublé. Entretemps, elle prit un second crédit de 1.400 dinars auquel elle a ajouté ses économies et acheta 10 brebis, alors que l'agneau lui fut offert par son mari. Hizia préserva ses animaux, à savoir ses poules et ses brebis, convaincue qu'ils lui permettraient d'améliorer sa situation sociale et économique à long terme. En effet, les travaux des champs avec son mari ne suffisent pas à pourvoir leurs besoins de tous les jours, tandis que la collecte des olives est saisonnière et fatigante et lui sera impossible avec l'âge.

La montagne est une source de richesse négligée auparavant

Avant de rejoindre le projet lancé par le Groupement féminin d'Oued Sbaihia avec le soutien du centre CAWTAR, Oxfam-Québec et l'agence ACDI, Hizia n'avait jamais pensé que les herbes naturelles dont l'utilisation se limitait au traitement de certaines maladies, comme elle l'avait appris de ses prédécesseurs, pouvaient être une source de revenu. Hizia assura ainsi qu'elle ne se rendait jamais à la montagne

pour collecter des herbes, mais plutôt pour collecter du bois. De plus, elle ignorait que l'exploitation du bois, tout comme la collecte des herbes, devait se faire selon des règles. Mais suite à la formation qu'elle a reçue, elle réalisa que la montagne constituait une source de richesse qui devrait être préservée. Comment cela peut-il ne pas être le cas, sachant que la distillation des herbes et l'extraction des huiles sont devenues les occupations principales pour elle et pour les autres femmes de sa région ? Hizia dit à ce sujet : « Grâce à la formation que



nous avons reçue au sein du Groupement, nous avons appris à collecter les herbes, mais aussi quels sacs il faut utiliser pour le stockage et comment effectuer la distillation pour extraire de bonnes huiles que nous pourrions vendre. Grâce à ce projet, on a de nouvelles sources de revenu qui nous ont aidées à améliorer notre situation économique. » Preuve en est, les bijoux qui ornaient les dames que nous avons rencontrées durant notre visite.

Entretiens, le projet permet la sensibilisation des femmes rurales envers les ressources naturelles qui les entourent : telles les herbes par exemple, ce qui les poussa à tenter d'exploiter ces ressources afin d'en tirer des bénéfices optimaux, mais aussi à travailler afin d'améliorer ces ressources, ce qui est le but principal du Projet régional d'habilitation économique des femmes.

Par ailleurs, le Groupement a promu la communication entre les femmes, entraînant une maturité au niveau de leurs conversations et leurs débats qui sont devenus plus proches de l'aspect économique. Sur ce, Hizia se

prononça au nom des autres femmes dans sa région, exprimant un désir de bâtir leur propre Groupement à Tbeinia et leur volonté d'offrir le terrain et même de contribuer au coût de la construction du local. Hizia expliqua cette demande en disant : « Nous n'en pouvons plus de faire la navette au Oued Sbahia. En effet, en plus des coûts de transport, nous ne voulons plus entendre les plaintes de nos maris, plaintes qui sont dues à nos visites au Groupement pour participer aux réunions. »

Le projet nous a donné de l'espoir et de l'optimisme

Hizia a trois filles. La plus âgée est dans ses trentaines et la plus jeune a 13 ans. Et alors qu'elle a pu marier trois d'entre elles, elle ne peut s'empêcher d'avoir un pincement au cœur en se rappelant de leur arrêt de scolarisation précoce. Elle dit à ce sujet : « J'étais triste quand ma plus jeune a refusé de continuer sa scolarisation, bien qu'elle ait réussi l'école primaire. Néanmoins, elle refusa de rejoindre l'école préparatoire et de vivre au dortoir. » Elle indiqua ainsi que parmi les raisons majeures pour lesquelles les jeunes filles arrêtaient leur scolarisation étaient les conditions de vie aux dortoirs et l'absence de tout encadrement. Pour cela, la plupart des familles préféraient intégrer leurs filles sur le marché du travail le plus tôt possible. Certaines sont sollicitées à travailler dans les usines de la Gouvernorat de Zaghwan, alors que d'autres préfèrent s'occuper de leurs fratries et des tâches ménagères durant l'absence de la maman. Hizia a déclaré : « J'aurais aimé voir même une de mes filles conduire des études secondaires. C'est vrai que c'est leur destin dans la vie, mais ça me fait de la peine de voir ma plus jeune s'occuper du troupeau bien qu'à son âge, elle devrait être à l'école. » Hizia ajouta après un long soupir : « Le projet nous a donné de l'espoir. A travers les formations qu'il organise, mes filles peuvent apprendre énormément de choses et être sensibilisées sur leurs droits et obligations. C'est pour cela que nous espérons que les responsables du projet prendront en considération notre unique requête : qu'on ait notre propre Groupement à Tbeinia afin que toutes les jeunes femmes qui ont arrêté l'école ou qui ne peuvent pas rejoindre le Groupement d'Oued Sbahia puissent bénéficier des services offerts par le projet à ses membres. Ainsi, mes filles pourront en bénéficier plus que moi, étant donné qu'elles sont éduquées et bien plus conscientes. »

Les coopératives féminines dans les zones rurales libanaises et la recherche de marchés durables :

La recherche comme fondement de l'action



L'histoire des coopératives féminines dans les zones rurales du Liban est des plus intéressantes, étant donné qu'elle incarne le croisement d'une situation post-confliktuelle, de la négligence endémique des zones rurales du pays, de l'état déplorable du secteur agricole, l'impact de l'aide étrangère et l'agenda des agences internationales. Cet article se concentrera sur une recherche conduite par CRTD.A, soulignant l'histoire de la formation des coopératives féminines rurales, les défis auxquelles elles font face en tentant d'accéder aux marchés et comment ces défis se mesurent par rapport à l'expérience d'autres entreprises commerciales.

A la fin de la guerre au Liban au milieu des années 90, l'aide pour le développement et la reconstruction se mit à affluer, sans nécessairement être basée sur une vision claire et stratégique afin de déterminer le but de cette aide, à qui elle doit être attribuée, comment et pour combien de temps. On pourrait ainsi retracer la création de plusieurs coopératives féminines dans les zones rurales à cette époque, suite à l'arrivée d'un donateur qui entra en contact avec les dignitaires locaux et leur demanda de nommer des femmes qu'il pourrait soutenir afin de lancer des coopératives pour la fabrication de produits que le donateur en question s'occupera de vendre. Quelques années plus tard, les fonds du donateur se sont épuisés et le projet pris fin. Pour sa part, l'agence se tourna vers l'export et joua le rôle d'intermédiaire. Durant notre visite aux coopératives féminines rurales, nous fûmes surpris de voir le nombre d'équipements jamais utilisés, et qui par conséquent étaient complètement abîmés. Les femmes rurales nous contèrent les histoires les plus bizarres, comme par exemple les demandes qui leur ont été faites de produire de grandes quantités de confitures et de sirops, sans que les clients présumés ne viennent récupérer leurs ordres, les laissant ainsi avec des produits qui pourrissaient. D'autres femmes ont travaillé pendant des semaines et des mois et ont livré leurs produits, sans jamais être payées. Chacune des femmes avait une histoire à raconter, toutes signalant une mauvaise planification et remplies de désillusion et de déception. Eventuellement, le problème n'a pas été résolu. Oui, les femmes rurales jouissent du savoir-faire et des compétences nécessaires, mais n'ont pas d'accès aux marchés durables ou même la capacité de répondre aux demandes du marché. C'est dans ce contexte et dû à ces lacunes que le Projet d'habilitation économique des femmes WEEP fut lancé, afin de contribuer à l'identification des problèmes et l'octroi du soutien adéquat et nécessaire à long terme aux coopératives féminines.

Il y'a deux ans, en vue de son initiative à long terme connue sous le nom du Projet d'habilitation économique des femmes (WEEP), CRTD.A se lança dans une recherche dans le cadre du Programme d'analyse socioéconomique selon les questions de parité hommes-femmes (SEAGA) qui fut initié par le Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA). L'intérêt de la recherche était d'établir un lien entre le savoir-faire des femmes au niveau de la gérance des ressources naturelles et l'accès durable aux marchés. Entièrement basée sur des méthodes qualitatives, elle impliqua deux composantes essentielles, notamment des études comparatives entre les entreprises du secteur privé qui sont proches de par leur taille et production aux coopératives féminines, et le coopératives féminines rurales en tant que telles. Les questions de recherche dans ce cas se portèrent sur :

- Quelles sont les leçons que peuvent tirer ces coopératives du secteur privé en terme d'accès aux marchés internes et externes ?
- Quels sont les avantages comparatifs des coopératives féminines dans les régions rurales sur la base de leur savoir-faire.

Des entretiens furent donc conduites avec les directeurs de PME dans le domaine des industries

agro-alimentaires (à majorité des hommes) et des femmes membres des coopératives féminines. La recherche fut assez révélatrice sur deux niveaux. La première découverte fut liée aux facteurs déterminants de l'accès au marché. En effet, les entreprises du secteur privé bénéficient du fait qu'elles n'ont pas à respecter les agendas des donateurs au point de ne plus avoir le temps, le désir ou même le souhait de se tourner vers les défis du marché. En effet, l'attitude des donateurs qui est basée sur « produisez et nous nous occuperons du reste » s'est avérée être le plus grand obstacle face à la compréhension des marchés et des forces du marché. Par conséquent, tandis que les coopératives féminines rurales lançaient leur projet en produisant pour des marchés inexistantes et sans aucune information sur leurs clients potentiels, leurs goûts, les couts et les prix entre autres, les entreprises du secteur privé investissaient dans la recherche, la compréhension et l'exploitation des marchés, afin d'établir un engagement pour un plus long terme. Ainsi, la situation artificielle créée par quelques agences donatrices a empêché les femmes de s'investir dans les recherches marketing. Selon elles, des idées introduites par les donateurs et qui pouvaient paraître intéressantes étaient rarement applicables sur toutes et ne servaient que peu d'entre elles.

La seconde découverte fut liée aux points forts de l'expérience des coopératives féminines rurales. En parcourant les récits des femmes rurales, on peut déduire que l'avantage qu'elles pourraient avoir sur le secteur privé réside dans leur engagement dans des processus à plusieurs niveaux, particulièrement l'amélioration de leurs capacités à travers la formation, l'habilitation et l'accompagnement. En effet, les résultats des recherches ont confirmé les observations basées sur l'expérience de tous les jours, notamment le fait que l'investissement ne peut être utile, à moins qu'il y ait un engagement quotidien auprès des femmes dans les régions rurales afin de soutenir le développement et de bâtir les compétences techniques, interpersonnelles et cognitives, d'améliorer les relations hommes-femmes au sein du ménage, et promouvoir la capacité d'assimiler et par conséquent de traiter les obstacles empêchant l'accès au marché. Ces éléments, comme le prouve la recherche, ne peuvent être créés par des interventions externes et rapides.

De plus, la recherche permet l'identification d'autres recherches et de lacunes ! En effet, non seulement il n'existe guère d'analyses comparatives entre le secteur privé et les coopératives féminines rurales, mais de plus, il n'y a aucun intérêt à entreprendre des recherches et des analyses portant sur les opportunités existantes, ou plutôt non-existantes, et obstruant l'accès des femmes aux marchés. Ceci constitua une importante découverte qui poussa CRTD.A à engager encore plus de recherches afin de comprendre les méthodes adoptées par les femmes rurales dans des conditions complexes où les politiques économiques favorables sont absentes, où les femmes ne jouissent d'aucun accès ou d'exposition appropriée aux marchés durables et où leurs rôles et leur travail invisibles obstruent leur participation et habilitation économique et publique.

La recherche citée ci-dessus permet l'aboutissement à des découvertes qui pourraient être résumées comme suit :

- Les situations artificielles et parachutées à travers des programmes d'aides qui sont très mal conçus malgré leur importance, sont non seulement inutiles, mais aussi extrêmement coûteuses, étant donné qu'elles détournent l'attention et les capacités des femmes rurales des problèmes de commercialisation ;
- Le secteur privé a probablement un avantage au niveau de son accès au marché, mais ceci est surtout dû au fait qu'il peut investir dans la compréhension et l'approche des marchés ;
- Si des engagements à plusieurs niveaux, à long terme et en profondeur sont offerts aux coopératives féminines rurales, elles pourront exceller de par leur production, permettre l'habilitation et la transformation sociale et économique des femmes, et encourager l'engagement et le soutien des institutions gouvernementales en particulier.
- Les recherches sociales et qualitatives et le savoir sont les éléments essentiels pour la compréhension de la réalité des femmes dans les zones rurales, la conduite d'interventions, le suivi des changements et la contribution à l'engendrement d'un impact positif sur la vie des femmes rurales dans les zones rurales.



« Mes projets m'ont rendue heureuse et fière. Désormais, mon mari et moi pouvons offrir à nos enfants ce que nous n'avions pas la chance d'avoir. »

Nahla Omeira, 40 ans.

Histoire à succès

Nahla Omeira, âgée de 40 ans, est mère de sept enfants et vit dans le village de Naalin dans la région ouest de Ramallah. Avec sa famille, elle constitue une vraie histoire à succès grâce à leur coopération, soutien et travail. Aujourd'hui, elle possède quatre petites entreprises, notamment un commerce de légume où elle vend ses produits la plupart du temps, un commerce d'apiculture, un magasin de fournitures et de cadeaux et une petite épicerie pour la vente de produits alimentaires et sanitaires. Nahla fait partie de l'association féminine de Naalin, a reçu une formation et bénéficie d'un crédit de l'Association palestinienne des femmes d'affaires (ASALA).

Elle débuta son premier projet il y a six ans de cela, après avoir reçu une formation d'apiculture avec les membres de l'association féminine de Naalin. Peu à peu, elle parvint à lancer ses trois autres projets par le biais de crédits et des séances de formation offertes par ASALA aux membres de l'association féminine du village.

« Tout a commencée quand quelques femmes du village ont décidé d'établir une association féminine. On s'est mises d'accord sur le fait qu'on avait besoin de nourrir nos familles, tout comme les hommes qui n'arrivaient pas à trouver du travail dû à la situation politique et économique à Naalin causée par les colonies et la construction du mur de séparation. Par conséquent, notre pauvreté empirait. »

« Quand j'ai ouvert un magasin de légumes, je n'arrivais pas à attirer des clients. La réaction des hommes envers moi oscillait entre l'inconfort et la timidité. Beaucoup de femmes dans le village m'accusèrent de folie car j'y restais en personne. Certaines eurent des positions plus radicales, prétendant que j'allais à l'encontre de la volonté de la société et de dieu et que je nourrissais mes enfants avec de l'argent souillé. » Malgré cela, Nahla persista.

« Mon mari m'a soutenue alors que personne d'autre ne le faisait. Il ne croyait pas que je devais rester à la maison sans rien faire, surtout que je jouis de la force et de la capacité nécessaires pour que je travaille avec lui, afin de sortir de la précarité et d'offrir à nos enfants ce qu'on rêvait d'avoir étant petits. »

Nahla apprit l'existence de l'association palestinienne pour les femmes d'affaires (ASALA) à travers la radio. Réalisant que cette association pouvait être ce qu'elle recherchait afin de développer sa vie professionnelle, elle visita le quartier général d'ASALA à Ramallah afin de se renseigner sur les services offerts par l'association. Nahla obtint ainsi son premier crédit de 3.000 dollars en 2009 pour développer son petit magasin de légumes.

« Le crédit m'as permis d'acheter des produits et d'augmenter mon profit. J'ai alors pu financer mes autres petits projets, notamment l'épicerie et le projet d'apiculture. Quand nous fîmes face à des problèmes de commercialisation, ASALA nous aida à travers son plan marketing et sa formation pour la gérance du temps qui



m'a appris à répartir mon temps entre mes projets. Peu à peu, la production s'est accrue et les gens ont commencé à m'accepter de plus en plus, surtout quand ils ont vu que la majorité de mes clients étaient des palestiniens des territoires occupés en 1948. Ceci les encouragea, et les hommes et les femmes du village se mirent à acheter de mon magasin. »

Nahla croit que l'éducation et la formation constituent la base de son succès, ce qui l'a poussée à rejoindre d'autres séances de formation pour apprendre à utiliser l'ordinateur et internet par exemple. En 2011, elle déposa une demande à ASALA pour un second crédit de 4.000 dollars, afin d'ouvrir un magasin de fourniture scolaire et de cadeaux tout près de l'école des filles de Naalin. Nahla ouvre ainsi son magasin le matin avant le début des classes, et le ferme durant les cours pour rejoindre son commerce de légumes. Après les cours, ses filles viennent l'aider dans le magasin de fournitures.

« Le magasin de fournitures et de cadeaux marche très bien grâce à son emplacement près de l'école des filles. Ainsi, il est plus facile pour les élèves d'y accéder puisqu'elles n'ont pas à faire un long trajet. De plus, c'est une femme qui s'en occupe et pas un homme, et par conséquent, elles peuvent venir se procurer leurs fournitures et des cadeaux tout en étant plus à l'aise. »

Nahla a accompli ce que la majorité des femmes de sa communauté dans le petit village n'ont pas pu. Elle est intelligente, forte de caractère, indépendante, consciencieuse et toujours avide d'apprendre et de recevoir des formations pour se prouver elle-même. Avec son mari, elle arrive désormais à offrir à ses enfants ce qu'elle n'avait pas durant son enfance, notamment la meilleure éducation et les meilleures conditions de vie. Et malgré tous ceux qui ont tenté de la dissuader, elle demeure un modèle pour beaucoup de femmes qui tentent de suivre son parcours et celui d'autres femmes fondatrices.

L'entrée sur le marché

ASALA applique des méthodes innovatrices dans le but de soutenir les femmes qui possèdent des petites entreprises ou des groupes économiques, afin de présenter, promouvoir et vendre leurs produits. A travers son plan marketing pour les femmes d'affaires,

ASALA a supervisé la production de paniers-cadeaux contenant des produits sains et naturels, tels le labné, le thym, de la tapenade d'olive, du miel, du savon d'huile d'olive naturelle, des ustensiles de cuisine en bois, des broderies et des paniers de paille et de branches d'oliviers, tous fabriqués par les femmes palestiniennes. Elle distribua ces paniers à plusieurs entreprises et compagnies locales afin de promouvoir les produits de ces dames sur le marché palestinien.

Dans une seconde étape, Asala organisa un bazar de deux jours en Octobre 2011 pour ses emprunteuses et les membres des clubs économiques féminins à l'hôtel Best Eastern à Ramallah, sous l'auspice de la gouverneure de Ramallah et Al-Bireh Mme Leila Ghannam.

Le bazar s'est tenu avec la participation de 28 femmes entrepreneurs – dont quatre à besoins spéciaux de l'association Etoiles d'Espoir – de Ramallah, Hébron, Naplouse, Bethlehem et Jenin. Avec l'aide de l'équipe d'ASALA, les femmes ont pu installer les stands et les produits. Ainsi, elles n'ont pas seulement eu l'opportunité de promouvoir leurs produits, mais aussi de communiquer entre elles, avec les invités et les médias. Les produits incluaient des aliments, de la broderie, des habits en laines, des produits faits main et de la peinture sur verre.

Le bazar reçut une couverture médiatique importante dans les journaux et sur la radio, et s'est tenu en la présence de journalistes et des médias locaux. En effet, les invitations furent distribuées à l'avance, ce qui assura la participation de près de 500 visiteurs partagés entre différentes entreprises locales et citoyens ordinaires.

L'équipe d'ASALA distribua des kits promotionnels, rapports annuels, publications and études de l'association aux visiteurs, afin d'encourager les femmes qui auraient des projets avenir qu'elles aimeraient lancer.

Les revenus des ventes étaient satisfaisants pour les participantes dans le bazar, étant donné qu'ils atteignirent les 5.000 dollars. L'une des participantes assura à ce sujet : « A travers le bazar, j'ai vendu en deux jours ce que je vends normalement en un mois. » Les femmes exprimèrent ainsi leur joie et se mirent d'accord sur le fait que l'évènement constitua une merveilleuse expérience qui leur permit de rencontrer les clients et les autres femmes entrepreneurs, afin d'échanger les expériences et de partager de nouvelles idées. Une autre participante affirma ainsi : « Cette expérience m'a encouragée à concevoir de nouvelles idées pour développer mon projet. »

Enfin, les femmes membres du club économique de Naplouse conclurent qu'ASALA leur permis d'améliorer leur aptitudes à plusieurs niveaux, mais que le plus important demeurerait l'amélioration de la qualité de leurs produits et de leur travail collectif.

Coopération et échange d'expériences régionales

En Décembre 2011, le Collectif pour la Recherche et la Formation sur le Développement au Liban (CRTD.A) a reçu 14 femmes parmi les emprunteuses d'ASALA et les membres de ses clubs économiques

pour trois jours. Le but du voyage était d'échanger les expériences avec les femmes libanaises qui, malgré les difficultés et leur pauvreté, ont manifesté leur détermination, créativité et succès au niveau de l'introduction du changement, croyant que le seul moyen d'améliorer leurs conditions de vie résidait dans leur contribution et compétition efficiente.

Pour la majorité de ces femmes palestiniennes, c'était la première fois qu'elles venaient au Liban, logeaient à Beyrouth et visitaient d'autres régions afin de se familiariser avec les microprojets et associations que les femmes ont pu créer grâce à l'aide du Collectif pour la Recherche et la Formation sur le Développement.

La visite sur le terrain inclut les femmes entrepreneurs et les gérantes de coopératives féminines dans le sud Liban près de Jabal El-Sheikh, Ein A'ta, Mhedthe, et le camp de Burj Al Shamali pour les réfugiés palestiniens. Les participantes rencontrèrent de même l'équipe de l'association au Liban, ainsi que les bénéficiaires de ses services, afin de discuter des sujets communs et de se familiariser avec multiples projets différents des leurs.

Durant leur visite à Mhedthe, les participantes rencontrèrent des femmes libanaises qui exportent leurs produits à l'étranger. Leur travail était donc assez développé en comparaison avec les autres coopératives féminines rurales. Elles furent impressionnées par cette coopérative en particulier, notamment par le travail collectif et la stimulation morale dont jouissent les femmes membres de cette coopérative prospère.

Lors de son dernier jour de séjour, la délégation d'ASALA fut invitée pour donner un coup de main dans le contexte du bazar organisée par l'association Al-Najda à Burj Al Shamali. A travers cette expérience, les femmes apprirent les méthodes de production, d'emballage, la tenue des comptes et l'étalage des produits.

Dès leur retour de ce voyage enrichissant de par les nouvelles informations, expériences et relations qu'il leur porta, ASALA offrit à ses membres des formations intensives pour le Contrôle de qualité, l'emballage et l'étiquetage, ainsi qu'un encadrement professionnel bénéficiant aux petits groupes.

Les étapes à venir

ASALA inaugurera un évènement promotionnel, le 29 de Mai, qui permettrait aux femmes entrepreneurs palestiniennes d'établir des relations économiques avec les clients potentiels, notamment les hôtels, les grossistes et les grands magasins. Cet évènement constituera un défi aux participantes au niveau des discussions, et de la promotion de leurs produits faits-maison dans la ville, le centre des affaires et des transactions économiques. De plus, l'évènement jouira d'une couverture médiatique comportant le partage des histoires à succès des participantes avec le plus grand nombre de femmes ayant besoin d'un tel encouragement. Entretemps, ASALA continuera d'offrir aux femmes des formations pour la gestion de leurs entreprises, des consultations techniques, des conseils promotionnels et des services financiers selon les besoins durant l'année 2012.

Violations économiques touchant les femmes jordaniennes



Durant sa seconde année d'exécution, le Projet régional d'habilitation économique des femmes a déterminé les quatre principales violations économiques auxquelles sont sujettes les femmes en Jordanie. Ainsi, une équipe du programme d'habilitation des femmes à l'Institut Reine Zein-el-Sharaf pour le Développement a organisé une série de séances intensives, afin de spécifier les violations principales touchant les femmes dans les régions de Sahab, Mafrak et Akaba ⁽¹⁾. Le Projet a de même organisé quatre séances de discussion pour traiter des solutions et formuler les recommandations des documents d'orientation relatifs aux violations économiques touchant les femmes en Jordanie.

Les quatre séances menées par le Fond hachémite jordanien pour le développement humain (JOHUD), la Commission nationale de la femme jordanienne l'Institut Reine Zein-el-Sharaf pour le Développement, en février 2011, se sont tenues avec la participation de 80 représentants et représentantes d'organisations féminines locales et internationales, en plus des organisations de la société civile, des universités et ministères, le Réseau juridique des femmes arabes, les institutions de microcrédits, banques d'investissements, organisations gouvernementales et non-gouvernementales, mouvements féministes, avocats, journalistes et représentants du Fond hachémite jordanien et de la Commission nationale de la femme jordanienne.

Quant aux documents d'orientation qui furent débattus, ils portèrent sur la propriété et l'héritage ⁽²⁾, le droit des femmes à gérer les petites et micro entreprises, le droit des femmes à choisir leur occupation, à accéder aux ressources financières et à en disposer. Le projet émettra les résultats finaux des documents d'orientation qui furent débattus en juin 2012, avec le lancement de la campagne pour soutenir le droit des femmes jordaniennes à l'héritage.

Préparation de la stratégie sur la violation du droit des femmes à l'héritage en Jordanie

Dans le contexte des préparations de la campagne pour le soutien du droit des femmes à l'héritage, les compétences des volontaires furent renforcées dans le contexte de la planification de la campagne pour le soutien du droit des femmes à l'héritage dans les trois sites du projet (Sahab, Mafrak et Akaba). La formation qui a duré 10 jours dans chaque région et qui fut développée et organisée par les formatrices du programme d'habilitation des femmes à l'Institut Reine Zein-el-Sharaf pour le Développement, s'est tenue en la présence de 82 participants et participantes (61 femmes et 21 hommes) des centres de la Princesse Basma pour le développement communautaire dans ces régions, ainsi que celle des représentants de la société civile et locale, des comités féminins et de volontaires.

De même, les préparations préliminaires de la campagne pour le soutien du droit des femmes à l'héritage furent renforcées grâce à la coopération avec le Réseau juridique des femmes arabes qui a offert des consultations légales pour développer l'ébauche de la stratégie à suivre, pourvoyant de l'aide au niveau de la tenue d'un atelier

pour la formulation de lettres appelant au soutien et déterminant les meilleurs moyens de communication à adopter durant la campagne. Cette période préparatoire a connu une coopération avec les décideurs influents parmi les représentants des cours religieuses, du ministère des dotations islamiques, des journalistes, activistes, des ministères du travail et de la justice, du programme pour la promotion des opportunités de l'Agence canadienne de développement international, du Réseau juridique des femmes arabes, des juges, avocats et défenseurs des droits des femmes en Jordanie. Un comité national fut ainsi formé, incluant les acteurs cités ci-dessus afin de faciliter l'exécution de la campagne à travers les lettres, la sensibilisation, les médias et les multiples moyens de communication, ainsi qu'à travers la provision des soutiens et supports nécessaires.

Le lancement du travail sur les recherches portant sur les femmes pionnières basées sur des études de cas, afin d'en tirer les leçons et d'assurer la participation des femmes aux microprojets

Afin de déterminer les thèmes principaux de la recherche portant sur l'habilitation économique de la femme jordanienne suite au

1) En 2011, trois documents d'orientation furent produits sur les violations économiques touchant les femmes jordaniennes en collaboration avec la Commission nationale de la femme jordanienne.

2) Les politiques portant sur le droit des femmes à la propriété et l'héritage, publié en 2010 par la Commission nationale de la femme jordanienne et le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP).

recensement et aux séances de brainstorming conduites par le projet durant la première moitié de l'année, le Fonds hachémite jordanien pour le développement humain (JOHUD) a lancé deux études principales, la première portant sur les jordaniennes pionnières et basée sur des études de cas afin d'en tirer les leçons, et la seconde portant sur les catalyseurs et les contraintes liées à participation des femmes jordaniennes dans les microprojets.

La recherche sur la participation des femmes aux microprojets fournira une base essentielle pour la détermination des peurs et préoccupations qui empêchent les femmes de se lancer dans de tels microprojets (sachant que la recherche a déterminé l'une des violations économiques les plus importantes et qu'un document d'orientation fut développé à ce sujet). De plus, l'étude qui sera exécutée par un groupe de chercheurs de l'unité d'informations et de recherches développementales de l'Institut Reine Zein-el-Sharaf pour le Développement soulèvera les questions suivantes : Pourquoi les femmes non-travailleuses ne confrontent-elles pas les défis engendrés par le lancement de nouveaux projets ? Comment ces défis furent-ils relevés et confrontés par les femmes pionnières et entrepreneurs ? Quelle est la perception de la société et la famille et quel est l'impact des décideurs à ce niveau ?

La recherche qualitative s'entretiendra avec 45 femmes pionnières et entrepreneurs et les comparera avec 45 femmes non-travailleuses dans les trois sites du projet à Sahab, Mafrak et Akaba.

D'autre part, le résultat final de la recherche portant sur l'étude de cas des jordaniennes pionnières documentera les cas sur le terrain et les leçons tirées de ces cas grâce à l'énumération des défis, des accomplissements et de la croyance en soi, et l'impact de ces facteurs sur les valeurs et le comportement des femmes pionnières aux expériences réussies. La recherche se reposera sur l'étude qualitative de chaque cas, documentant ainsi près de 30 afin d'en tirer le meilleur modèle, de rédiger le résumé des cas les plus influents et de produire un documentaire basé sur ces histoires à succès.

Les deux recherches devront être publiées en juin 2012 et constitueront une base de données pour la présentation des concepts principaux du processus de changements des principes, valeurs, et comportements sociaux. Elles démontreront de même comme l'étude de cas aura un effet positif sur l'habilitation des femmes, afin de renforcer leur confiance en leurs aptitudes et d'améliorer leur situation économique en Jordanie en particulier et à travers la région en général.

Les services non-financiers, le programme pour la formation et le développement de petits et microprojets et la détermination des défis auxquels les femmes entrepreneurs font face dans la commercialiser leurs produits en Jordanie

Dans le contexte des buts promus par le projet et le Fonds hachémite jordanien pour le développement humain afin d'offrir

des services financiers et non-financiers pour l'habilitation économique des femmes et les efforts déployés durant les étapes préliminaires du projet pour déterminer les défis auxquels font face les femmes pionnières dans les régions rurales et semi-urbaines, la communication directe avec celles qui ont bénéficié de ces services a permis de spécifier les obstacles empêchant les femmes pionnières d'établir des projets lucratifs et durables. Ces contraintes furent ainsi attribuées au manque de compétence et d'expérience dans la gérance des microprojets, et aux défis émanant de la situation économique et politique fluctuante dans la région. Ceci est la cause des problèmes confrontés dans les domaines touristiques et économiques et ayant un effet sur les opportunités d'emploi pour les hommes et les femmes. De plus, ces femmes souffrent d'un manque de créativité, les forçant ainsi à présenter les mêmes idées et produits, à offrir des emballages de basse qualité et à galérer afin d'assurer la durabilité requise.

Le Projet régional d'habilitation économique des femmes à travers l'unité des microprojets du Fonds hachémite jordanien pour le développement humain a donc exécuté trois programmes de formation portant sur l'établissement et le développement des petits et microprojets pour les bénéficiaires dans les sites de Sahab, Mafrak et Akaba. La formation de 10 jours se concentra ainsi sur la commercialisation, la gérance financière, la comptabilité, les qualités du vendeur et la gérance du temps, avec la participation de 70 pionnières et pionniers (dont 62 femmes et 8 hommes).

Au niveau des activités de commercialisation rurales et quasi-urbaines, 16 femmes (dont 11 des régions rurales et 5 des régions urbaines) provenant de Sahab et Mafrak et d'autres provinces du Royaume, ont pris en novembre dernier au marché rural à Akaba, avec la participation de 20 femmes bénéficiant des services non-financiers du projet. Le but était d'intégrer les femmes pionnières et de fortifier la communication entre elles, tout en les encourageant à participer et à échanger les informations, expériences, défis et savoirs techniques, professionnels, administratifs et commerciaux, surtout portant sur les productions artisanales.

Il faut noter à ce sujet qu'en collaboration avec le programme OXFAM-Québec, le Fonds hachémite jordanien pour le développement humain a présenté la proposition préliminaire et les outils nécessaires pour l'étude du marché, déterminant ainsi les circuits de commercialisation et de soutien afin de définir les besoins du marché et du consommateur. De plus, la proposition identifia les défis et le recensement géographique des services de commercialisation offerts dans la région du centre, les comparant avec les services présentés au niveau régional. Dans une seconde étape, le Fonds complètera l'étude pour l'établissement d'un marché permanent pour les femmes pionnières bénéficiant de ses services en Jordanie.

Pour les droits économiques des femmes

Quatrième Edition - Juillet 2012

*Réalisé sous la supervision du : ' Le Collectif Recherche et Information pour le Développement - Action ' (CRTD.A).
Le Projet régional d'habilitation économique des femmes (PRHEF)*

Projet a été réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Pour les droits économiques des femmes est un bulletin semestriel publié dans le cadre du projet régional d'habilitation économique des femmes (PHREF), réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Il a été conçu en tant que source générale d'informations et ne prétend pas être un substitut pour une consultation professionnelle ou

un conseil en investissement, et ne doit pas être utilisé en tant que tel. Le contenu, les opinions et les commentaires qui y sont exprimés relèvent de l'unique responsabilité des auteurs, sauf si mentionné autrement. Il ne reflète en aucun cas les opinions du gouvernement canadien ni celles d'Oxfam-Québec. L'équipe du PRHEF n'est pas responsable de l'accès à ou le contenu de tout site internet mentionné dans ce bulletin d'information.